

# L'économie calédonienne en 2009 : une année de transition

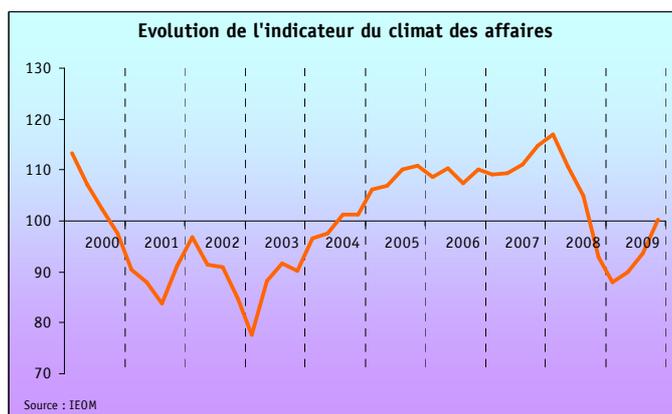
L'année 2009 aura été celle du redémarrage progressif de l'activité mondiale, qui s'est précisé et consolidé tout au long de l'année, grâce à l'amélioration des conditions financières et aux plans de relance mis en œuvre. Le rebond de la demande des pays émergents au second trimestre a permis au commerce mondial de redémarrer après deux trimestres de chute. L'inflation s'est inscrite dans une tendance baissière sous l'effet d'une moindre demande et d'une hausse du chômage. Ce retour de la croissance s'effectue de façon différenciée selon les pays et reste encore timide et fragile. Il est donc vraisemblable que l'année 2010 reste une année de croissance mondiale modeste.

Le décalage constaté depuis le début de la crise entre la conjoncture internationale et celle du territoire s'est confirmé en 2009. L'activité de la Nouvelle-Calédonie a marqué le pas alors qu'elle avait jusqu'alors relativement bien résisté à la tendance baissière de l'économie mondiale. Au cœur de ce ralentissement, figure le manque de confiance des agents économiques, la confiance n'étant revenue –partiellement– que sur la fin de l'année. Ce comportement est très probablement né de la phase de transition dans laquelle est entré le territoire en 2009. Transition politique d'abord, avec les élections provinciales en mai ; transition économique ensuite, avec la nouvelle loi pour le développement économique des outre-mer (LODEOM) ; transition institutionnelle enfin, avec le vote de nouveaux transferts de compétences. A cela aurait pu s'ajouter une transition industrielle dont l'impact aurait été positif, avec la mise en route de l'usine métallurgique de Vale-Inco, mais celle-ci a été repoussée et n'aura donc pas produit les effets escomptés sur 2009. Les moteurs traditionnels de la croissance du territoire tels que l'emploi, l'investissement, la consommation des ménages ont ainsi perdu de leur dynamisme. Cependant, d'autres indicateurs, comme la création d'entreprises et les prix, sont restés bien orientés et laissent présager une reprise pour l'année 2010.

Au plan sectoriel, le tourisme et l'aquaculture, deux secteurs porteurs pour le développement économique de l'île, ont traversé une année difficile. La fréquentation touristique est passée, en 2009, sous la barre symbolique des 100 000 touristes tandis que les exportations de crevettes retrouvaient leur niveau le plus faible depuis 10 ans. Dans le même temps, le secteur du nickel a connu une année en demi-teinte avec un premier semestre tendu et une reprise marquée des cours sur le second. A contrario, le BTP a continué de bien résister au ralentissement de l'économie grâce aux grands chantiers en cours (montée en charge de l'usine du Nord, logement sociaux, aéroport).

## ÉVOLUTION DU CLIMAT DES AFFAIRES

Alors qu'au premier semestre, la confiance des chefs d'entreprises avait été entamée par la conjonction de plusieurs facteurs d'incertitudes (période préélectorale, loi pour le développement économique des outre-mer (LODEOM), recours en justice contre des protections locales de marché et manque de visibilité sur le secteur du nickel), l'Indicateur du climat des affaires (ICA) augmente nettement sur le second semestre (+6,6 points sur le seul dernier trimestre), retrouvant ainsi son niveau de longue période.



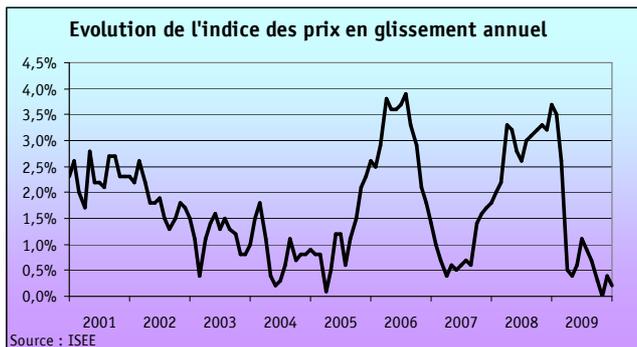
Cette amélioration peut être attribuée à une conjonction de facteurs favorables : la reprise des cours du nickel amorcée à partir du mois d'avril, à des niveaux jugés corrects par les professionnels du secteur, la poursuite de nombreux chantiers et projets d'envergure qui continuent de jouer leur rôle de stabilisateur, enfin le faible endettement des collectivités qui a permis le maintien d'une commande publique à un bon niveau.

## LES INDICATEURS SOCIO-ÉCONOMIQUES

### Une inflation modérée

Au cours de l'année 2009, l'inflation a nettement ralenti, atteignant seulement 0,2 % sur un an en décembre, après 3,7 % un an auparavant. Elle s'établit en moyenne sur l'année 2009 à +0,9 % après 3 % en 2008. La forte baisse des prix mondiaux des carburants explique pour une large part cette hausse très modérée mais elle n'en est pas la seule raison : l'indice sous-jacent<sup>1</sup> est passé d'un rythme annuel de 2,6 % au mois de janvier à 1,1 % au mois de décembre, traduisant une diminution générale de la pression inflationniste. Le poste « Essence, Gazole et lubrifiants » a ainsi diminué de 15,1 % en un an. Les prix des articles d'habillement et de chaussures ont continué de baisser (-5 %) du fait notamment de l'augmentation, ces dernières années, des importations en provenance de Chine entraînant une pression à la baisse sur les prix. Les produits alimentaires se sont appréciés de 1 % contre +4,6 % à la même période de l'année dernière, grâce à la forte baisse des cours des matières premières agricoles comme le blé, l'huile ou le riz dont les cours moyens sur l'année 2009 ont reculé respectivement de 34 %, 37 % et 18 %.

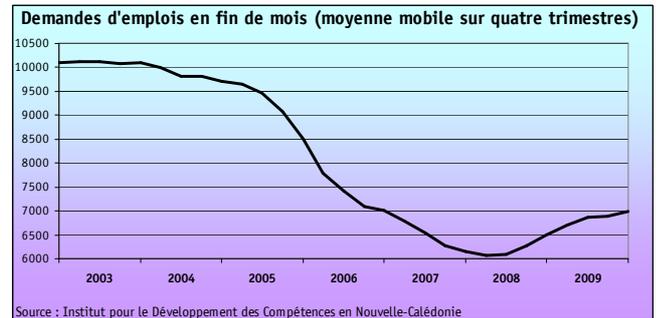
L'indice BT 21 a reculé significativement (-4,7 % sur l'année, contre +9,7 % à fin décembre 2008). Par effet induit, l'indice de révision des loyers (IRL)<sup>2</sup> a nettement ralenti, passant de +5,1 % à +0,7 % sur la même période.



### Un marché du travail moins dynamique.

Le retournement observé depuis juin 2008 sur le marché du travail a perduré en 2009. Le nombre de demandeurs d'emploi a continué de progresser sur un an : il s'élevait à 6 017 à la fin du mois de décembre, en hausse de 7 % en glissement annuel. Parallèlement, les offres nouvelles d'emploi, toujours portées par les différents projets en cours –métallurgiques notamment – et par les créations d'entreprises (+10 %), ont progressé à un rythme soutenu (+5 %) mais nettement plus faible qu'en 2008 (+18 %). Selon les premières données disponibles auprès de la CAFAT, l'emploi salarié créé au terme de l'année 2009 s'élève à un peu plus de 1 500, soit la progression la plus faible depuis 2003. Les Provinces Sud et des Îles ont vu le nombre de leurs demandeurs d'emploi progresser respectivement de 9 % et 46 %. La hausse enregistrée en Province Sud s'explique pour partie par la fin du chantier de l'usine du Sud mais de façon plus générale par le ralentissement de la croissance de l'économie calédonienne et des offres d'emploi. La forte hausse des demandeurs d'emploi dans la Province des Îles loyautés est due à la montée en puissance des EPEFIP<sup>3</sup>. En Province Nord, le marché du travail continue d'afficher de bonnes performances : les offres d'emploi, en hausse de 90 %, restent dopées par la construction de l'usine du Nord et le développement de la zone

VKP. Le nombre de demandeurs d'emploi dans cette région a baissé de 5 %.



### Un taux de couverture historiquement bas.

Le taux de couverture des importations par les exportations a continué de se dégrader en 2009, du fait d'une baisse plus rapide des exportations que des importations. Il s'établit à un plus bas historique de 36 % (-4,4 points sur un an). Les exportations ont continué d'être impactées par la chute du cours du nickel sur un an (-26 %) : la baisse des exportations de ferronickel (-38 %) a représenté près de 90 % de la diminution totale des exportations en valeur sur un an. En dépit d'une réduction de 10 % par rapport à 2008, le déficit commercial a presque doublé depuis 2006, s'établissant à 140,1 milliards de F CFP en 2009.

### Une demande des ménages atone, mais des prémices de reprise en fin d'année.

Les importations et immatriculations de voitures particulières ont fortement diminué (respectivement de -4 % et -8 %). Parallèlement, les importations d'articles d'ameublement et d'habillement baissaient respectivement de 4 % et 1 %, traduisant un tassement de la demande des ménages.

La fin de l'année a cependant été mieux orientée. Les importations de produits de biens de consommation courante au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009 ont été, par exemple, supérieures à celles du même trimestre de 2008. De même, les immatriculations du 4<sup>ème</sup> trimestre ont permis de limiter la baisse sur l'ensemble de l'année, avec une hausse significative de 15 % par rapport au trimestre précédent et de 9 % par rapport au même trimestre de 2008.

### Prudence des entreprises en termes d'investissements.

L'ensemble des indicateurs objectifs de l'investissement des entreprises ont été mal orientés sur l'année, à l'instar des importations de biens d'équipements et de véhicules utilitaires qui ont fortement reculé (respectivement de -23 % et -25 %). Cependant, des signes plus encourageants sont à relever en fin d'année : les immatriculations de véhicules utilitaires ont enregistré une hausse prometteuse de près de 8 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2009 par rapport au trimestre précédent. Les résultats agrégés de la dernière enquête de conjoncture de l'IEOM concernant les prévisions d'investissements des chefs d'entreprises indiquent une poursuite de l'attentisme de ces derniers. Néanmoins, les secteurs qui prévoient de réduire leurs investissements sur les douze prochains mois sont moins nombreux qu'au trimestre précédent.

<sup>1</sup> Il représente l'évolution du niveau général des prix, expurgée de sa composante conjoncturelle.

<sup>2</sup> L'IRL est une moyenne pondérée de l'indice des prix et de l'indice BT 21

<sup>3</sup> Etablissement Provincial de l'Emploi, de la Formation et de l'Insertion Professionnelle.

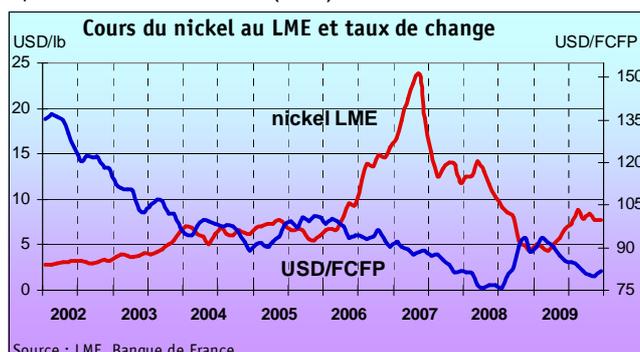
## LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

### Une année en demi-teinte pour le secteur du nickel, encore impacté par la chute des cours de 2008.

La production de minerai sur l'ensemble de l'année a été en recul de 7 % malgré un dernier trimestre satisfaisant. Cette baisse s'explique par les intempéries de début d'année sur le territoire et l'arrêt temporaire de la production de l'usine hydrométallurgique de Yabulu en Australie, alimentée notamment par du minerai calédonien. La production au 1<sup>er</sup> trimestre s'est élevée à 992 milliers de tonnes humides, soit la production trimestrielle la plus faible depuis 18 ans. Elle est ensuite repartie à la hausse (+79 % entre le premier et le dernier trimestre) mais sans parvenir à rattraper sur l'année son niveau de 2008.

Soutenu par la montée en puissance de l'usine POSCO de Gwangyang en Corée du Sud (les exportations de la Nickel Mining Company SAS -NMC- ont été multipliées par plus de 3 en un an<sup>4</sup>, portant la production métallurgique de l'usine coréenne à 21 352 tonnes à la fin de l'année), le volume des exportations de minerai a progressé à un rythme soutenu de +15 % sur un an.

Par ailleurs la production de métal de l'usine de Doniambo s'est élevée à 52 132 tonnes en 2009, en hausse de 2 % sur un an. Dans le même temps, les exportations de métal en volume ont enregistré un léger recul (-2 %) du fait de la baisse des exportations de ferronickel (-4 %).



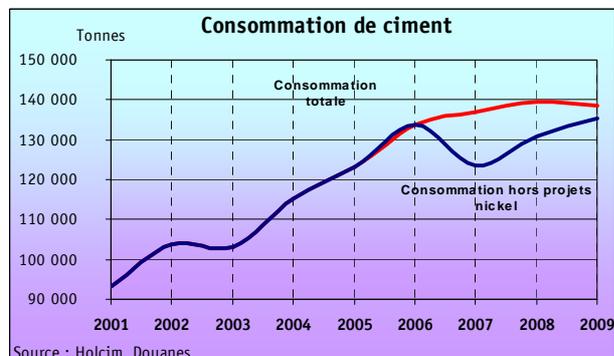
En dépit de sa forte appréciation depuis le début de l'année (+51 %), le cours moyen du nickel au LME continue d'apparaître en baisse sur un an (-31 %). En conséquence, la valeur des exportations de minerai et de métal s'est inscrite en retrait respectivement de 22 % et 29 % sur un an.

Le cours du nickel a connu deux phases : après avoir fortement progressé jusqu'en août (de 5 \$/lb en janvier à 9 \$/lb en août), il s'est stabilisé autour des 8 \$/lb sur la fin de l'année. Le rebond observé durant la première phase trouve son origine dans le retour de la confiance des investisseurs, grâce notamment aux plans de relance mis en place dans les grands États mais aussi à la forte reprise des économies émergentes asiatiques. D'après les spécialistes de ces marchés, on devrait assister à un nouveau cycle haussier des matières premières. Il convient néanmoins de rester prudent sur ces prévisions, compte tenu du niveau élevé des stocks mondiaux qui ont presque doublé en 2009 pour atteindre des niveaux historiquement hauts, à plus de 160 000 tonnes.

### L'activité du BTP continue de progresser grâce aux grands chantiers

Les ventes de ciment, indicateur significatif de l'activité du secteur, connaissent un léger recul sur un an (-1 %). Hors construction d'usine de nickel, elles apparaissent cependant en progression (+3 % sur un an) mais à un rythme moins soutenu que par le passé. Les grands chantiers<sup>5</sup> en cours ont donc réussi à soutenir l'activité de ce secteur, dans un contexte de

ralentissement de la croissance de l'économie calédonienne. Dans le même temps, la quantité de ciment destinée au chantier de l'usine du Nord a fortement augmenté : de moins de 1 % de la consommation totale du territoire en janvier, elle est passée à plus de 6 % à fin décembre. Cependant, la demande sur l'ensemble de l'année reste très inférieure à celle enregistrée en 2008, avec la fin du chantier de l'usine du Sud.



### Le secteur du tourisme frappé par la crise mondiale

Ce secteur de l'économie calédonienne, qui avait dans un premier temps bien résisté, accuse le coup à la fin d'une année exceptionnellement difficile pour le tourisme mondial<sup>6</sup>. La fréquentation touristique du territoire a enregistré une baisse de 4 %, passant sous la barre symbolique des 100 000 touristes annuels. Cette contraction s'explique principalement par la baisse de la fréquentation des touristes en provenance de métropole sur la deuxième partie de l'année (-13,2 % sur un an), alors que ces mêmes touristes avaient permis de compenser les baisses enregistrées sur les autres marchés émetteurs au cours du premier semestre. En liaison avec la crise économique touchant leurs pays, les touristes japonais et néo-zélandais ont été beaucoup moins nombreux qu'en 2008 (respectivement -6 % et -21 %).

En 2009, le nombre de croisiéristes s'est établi à 131 231, en baisse de 14 % sur un an. Ce fléchissement s'explique lui aussi par des résultats décevants en fin d'année puisque, à fin septembre, le nombre cumulé de croisiéristes était encore supérieur de 6 % au cumul sur la même période de 2008. Cette baisse est cependant à relativiser car la fin de l'année 2008 avait été particulièrement favorable à ce secteur.

### Chute des exportations de la filière aquacole tandis que la filière bovine poursuit son redressement.

Après avoir été bien orientées jusqu'au 3<sup>ème</sup> trimestre, les exportations de crevettes ont chuté au 4<sup>ème</sup> trimestre pour s'établir à 1 079 tonnes sur l'ensemble de l'année 2009, soit le plus faible volume exporté par la filière depuis 10 ans. Ce recul des exportations s'explique principalement par la diminution de la production locale, elle-même imputable à une dégradation de la productivité des fermes et à une production de post-larves inférieure aux prévisions initiales.

Depuis les chutes de production enregistrées en 2005 et 2006, la filière bovine poursuit son redressement. Avec 2 444 tonnes de viandes abattues en 2009 (+7 % sur un an) le niveau reste cependant inférieur à celui d'avant la crise de 2005-2006. Il convient de souligner le soutien important apporté par les pouvoirs publics à ce secteur, avec notamment la mise en place d'une aide à la vache allaitante. En 2009, les abattages et importations de viande porcine ont été relativement stables.

<sup>4</sup> En 2009, elles représentaient 40 % du total des exportations de minerai du territoire.

<sup>5</sup> Aéroport de la Tontouta, logements sociaux, développement de la zone VKP, montée en puissance de la construction de l'usine du Nord...

<sup>6</sup> Le nombre d'arrivées de touristes au niveau international est en recul de 4 % sur l'année 2009. En Asie et dans le Pacifique, la contraction a été de 2 % sur la même période. L'OMT prévoit une reprise du tourisme mondial en 2010, avec une hausse de la fréquentation comprise entre 3 % et 4 %.

## LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

**Les indicateurs monétaires et financiers confirment le ralentissement de l'économie et la prudence des acteurs économiques.**

Seul indicateur financier encore dynamique, la masse monétaire M3 atteint, à la fin de l'année 2009, 463 milliards de F CFP, en progression de 9,5 % par rapport à son niveau de fin 2008.

Les comptes sur livrets ont enregistré une croissance marquée (+19 % sur un an contre +11 % en 2008 et +4 % en 2007). A l'inverse, la progression des dépôts à terme est nettement plus faible (+6 % contre +18 % en 2008 et +32 % en 2007), les ménages ayant privilégié d'autres supports, plus rémunérateurs.

L'attentisme des acteurs se traduit par une forte hausse de l'épargne. Les actifs détenus par les entreprises progressent ainsi de 19 % alors que ceux conservés par les ménages augmentent de 5 %. La bonne tenue des marchés actions a contribué à ce raffermissement des portefeuilles d'actifs. L'épargne à long terme progresse de 14 % sur un an.

**Poursuite du ralentissement de la production de crédit constaté au terme du premier semestre.**

Suivant la tendance générale de l'économie, le crédit bancaire a continué de progresser mais à un rythme moins soutenu. L'ensemble des concours à l'économie toutes zones confondues s'élève en fin d'année à 771,4 milliards de F CFP, en hausse de 8 % sur un an contre +16 % un an auparavant. Les concours des crédits aux entreprises et aux ménages ont progressé respectivement de 10 % et 7 %, au lieu de respectivement 23 % et 12 % en 2008.

Le ralentissement de l'activité bancaire se traduit notamment par une production de crédits des banques locales en baisse de 11 % sur l'ensemble de l'année. Ainsi, 129 milliards de F CFP de crédits ont été consentis cette année, contre 146 milliards en 2008.

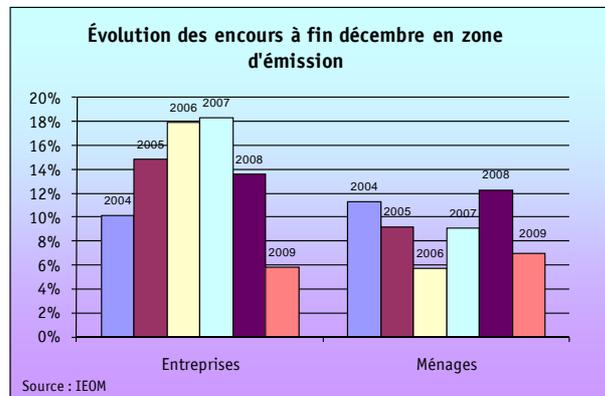
### PERSPECTIVES POUR L'ANNÉE 2010

Pour l'année 2010, la prudence reste de mise. Selon l'enquête de conjoncture réalisée par l'IEOM au 4<sup>ème</sup> trimestre de l'année 2009, les chefs d'entreprises anticipent une hausse de leur activité et de leurs effectifs au premier trimestre mais n'envisagent pas pour autant, dans leur ensemble, une forte progression de leurs investissements sur les douze prochains mois. Plusieurs facteurs pourraient cependant inciter les agents économiques à retrouver leur optimisme en 2010. Il s'agit en premier lieu de la sortie de crise du secteur du nickel, avec un effet bénéfique sur les finances publiques. L'entrée en production de l'usine du Sud et la montée en puissance des livraisons de minerai à destination de l'usine coréenne de POSCO, conjuguées à un cours du nickel relativement stable -même si les prévisions dans ce domaine restent particulièrement fragiles eu égard au niveau très élevé des stocks mondiaux- devraient entraîner une augmentation des exportations et une amélioration de la balance commerciale. La fin des démobilisations du chantier de l'usine du Sud couplée aux embauches liées aux différents grands chantiers pourrait également redonner du dynamisme au marché du travail. Cette amélioration, associée à la hausse du SMG à compter du 1<sup>er</sup> février, serait susceptible de stimuler la demande des ménages. Par ailleurs, la stabilisation des taux bancaires serait de nature à relancer l'investissement privé. Enfin, l'année 2010 constituera une année charnière dans la réalisation de plusieurs grands projets, comme la réalisation d'équipements sportifs pour les Jeux du Pacifique, et la montée en puissance du chantier de l'usine du Nord aura indéniablement un effet moteur sur l'ensemble de l'économie du territoire.

A contrario, la hausse du SMG pourrait, par effet indirect, accentuer le risque de tensions inflationnistes (les premiers chiffres disponibles sur le début de l'année 2010 semblent valider le scénario d'une accélération de l'indice des prix sous-jacent). A cela s'ajoutent la reprise de la hausse du cours du pétrole, principal facteur de la désinflation en 2009, depuis le mois d'octobre 2009 et l'anticipation des analystes sur le retour d'un cycle haussier des prix des matières premières dans leur ensemble. La confirmation éventuelle de ce scénario impacterait alors défavorablement les prix de l'alimentation, des matériaux pour le BTP et des carburants, et risquerait d'entraver la reprise de la croissance.

Mais ce niveau de production reste malgré tout supérieur à celui enregistré en 2006 et 2007.

Si l'octroi de crédits en faveur des entreprises est resté relativement stable en 2009, du côté des ménages, les crédits à l'habitat ont chuté, passant de 54 milliards accordés en 2008 à 42 milliards en 2009.



Le ralentissement de la progression des encours concerne l'ensemble des secteurs, mais touche plus particulièrement ceux du nickel, du BTP et de l'hôtellerie.

Le taux de créances douteuses sur la zone d'émission augmente légèrement sur un an (+0,1 point) mais reste au niveau modéré de 2,6 %, traduisant un risque de place encore très mesuré.

**Le déficit de la position extérieure nette continue de se réduire sur un an.**

Le ralentissement de l'activité de crédits a eu pour effet de limiter les besoins des banques en ressources extérieures. Ainsi, la position extérieure nette du territoire s'est améliorée, progressant de 20 % depuis son plus bas du 3<sup>ème</sup> trimestre 2008 et de 10 % sur un an.